

OFPPT

A l'école de la confusion



Loubna Tricha, DG de l'OFPPT.

P6



Le 4x3 planté devant l'entrée de l'école espagnole...

Affichage publicitaire

Casablanca tombe dans le panneau

P7

Saad Berrada à ses accusateurs :

MOI, INTÈGRE? JURÉ-CRACHÉ SUR MES BONBONS!



Le ministre de l'Éducation nationale, du Préscolaire et des Sports.

P10



L'arbitre internationale marocaine Bouchra Karboubi.

Scandale dans l'arbitrage

Bouchra Karboubi victime d'une VAR opaque

P9

**Confus
DE CANARD**

Fin de service, fin de vie !

P2

**L'entretien
-à peine- fictif de
la semaine**

Amine Tahraoui



Bébé mort, système à l'agonie

P14



**La 93 e AG d'Interpol
à Marrakech**

La sécurité mondiale parle marocain



Le patron de la DGSN et de la DGST Abdelatif Hammouchi.

P5



Confus de **CANARD**



Abdellah Chankou
Directeur de la publication

FIN DE SERVICE, FIN DE VIE !

Ce n'est pas une anecdote. Ce n'est pas un fait divers. C'est une tragédie nationale. Une de plus.

Une femme enceinte, repoussée d'un hôpital public pour des raisons "médicales et organisationnelles", accouche sur le sol d'un tramway, sous le regard choqué des passagers. Le sol de la rame a fait office de salle d'accouchement! Le bébé meurt quelques instants après sa naissance. L'irresponsabilité d'un système hospitalier défaillant a signé l'acte de décès.

On s'indigne, on partage, on s'emporte. Les réseaux s'enflamment, quelques députés interpellent le ministre de la Santé qui esquivé. Puis on oublie. Jusqu'au prochain scandale. Ce drame, survenu entre Rabat et Salé, révèle crûment ce que des milliers de Marocains vivent au quotidien : une médecine publique à bout de souffle, un système hospitalier désorganisé, mal géré, où l'urgence n'est plus soignée, mais rejetée à coups d'excuses, d'indifférence et surtout de mauvaise gouvernance. « La gynécologue a terminé son service » : voilà la phrase froide, déshumanisée, balancée comme un coup de pied à une femme enceinte en détresse, refoulée aux portes de l'hôpital. Fin de service, fin de vie ! Une justification bureaucratique pour une non-assistance à personne en danger. Un bébé mort-né dans un tramway, une mère traumatisée et un système comateux. Cet argument, aussi absurde qu'inhumain, résume cruellement l'état de la médecine publique : une mécanique grippée où l'humain est relégué derrière les horaires, les procédures et les faux prétextes. Dans un pays où accoucher devient parfois un parcours de survie, la « fin de service » d'un médecin sonne comme une condamnation à mort pour ceux qui n'ont que l'hôpital public pour adresse. Or, le drame du tramway est loin d'être un fait isolé. C'est le prolongement d'une longue liste de négligences hospitalières qui ne cesse de s'allonger. Il y a quelques mois à peine, dix femmes n'ont-elles pas perdu la vie de manière suspecte dans une maternité

de l'hôpital Hassan II à Agadir ? Ce scandale a, certes, provoqué un électrochoc dans le pays. Les médias se sont emparés de l'affaire, et le ministre de la Santé a été contraint de sortir de sa réserve. Déplacement sur le terrain, promesses d'enquêtes, discours sur la réforme du système... L'appareil gouvernemental a brièvement donné l'impression de s'activer. Le mouvement Gen Z 212, porté par une jeunesse connectée, indignée et déterminée à bousculer l'ordre établi, a su capter l'émotion nationale pour faire entendre sa voix. S'emparant de cette triste affaire, ses membres ont organisé des sit-in, des marches silencieuses et des campagnes virales sur les réseaux sociaux pour

réclamer une réforme profonde, non seulement du système de santé, mais aussi de l'éducation, autre pilier en souffrance. Mais très vite, la flamme s'est évanouie. Conséquence de manque d'organisation, d'absence de relais politique et de leadership, le mouvement a fait long feu...

La mort tragique du bébé n'est pas qu'une simple négligence. C'est un effondrement. Celui d'un hôpital public devenu, pour beaucoup, un lieu à fuir plutôt qu'un lieu de soins. Où accoucher devient un pari et être admis un privilège. Où l'urgence ne trouve plus de réponse, et la détresse

humaine, plus d'oreilles. Le scandale n'est plus dans l'accident. Il est dans la répétition. L'hôpital public au Maroc ne soigne plus, il tue. Il n'accueille plus, il rejette. Il ne rassure plus, il inquiète. C'est le symptôme d'une faillite sans nom. Derrière les inaugurations, les plans de réforme et les communiqués rassurants, l'hôpital public ressemble de plus en plus à une coquille vide où la douleur se heurte au mur du désengagement et la vie aux réflexes inconséquents. Il est temps de sortir de la langue de bois. Ce système ne souffre pas seulement de carences : il produit de l'injustice. Et cette injustice tue. Combien de morts faudra-t-il encore pour que la santé cesse d'être un privilège ? Pour que les urgences deviennent vraiment une urgence ? Pour que les patients soient traités comme des êtres humains, et non comme des problèmes à éviter ?

*Une justification
bureaucratique
pour une non-assistance
à personne
en danger.*

Côté BASSE-COUR



Sport et santé au travail

La MDJS propulse le bien-être en entreprise



La santé au travail devient un enjeu stratégique.

La Caisse Mutuelle Interprofessionnelle Marocaine (CMIM), en partenariat avec la Marocaine des Jeux et des Sports (MDJS), organise le 3 décembre 2025 à Casablanca la 12e édition de la Journée Santé au Travail, un rendez-vous majeur qui réunit institutions, experts et entreprises autour du thème « Intelligence des données et santé globale : l’alliance pour la performance et le bien-être au travail ».

Dans un Maroc en pleine transformation, la santé au travail devient un enjeu stratégique, mêlant performance économique, équité sociale et durabilité. La journée mettra l’accent sur l’utilisation éthique des données pour piloter le bien-être et la prévention, la santé mentale et l’équilibre de vie, ainsi que sur le rôle du sport dans la santé globale, porté par la MDJS. ▶

“ Maroc, terre de football ”

Une campagne qui joue collectif et gagne du terrain

Avec son souffle vibrant et ses images puissantes, la campagne « Maroc, Terre de Football » continue de séduire et de faire parler d’elle, au Maroc comme à l’international. Lancée récemment par l’ONMT en partenariat avec la



Le président de la FRMF Fouzi Lekjaa et le directeur général de l’ONMT Achraf Fayda.

FRMF, cette ode visuelle au ballon rond ne cesse de capter l’attention, portée par une émotion partagée et un storytelling efficace. Bien plus qu’un simple film promotionnel, elle incarne un récit national fédérateur, où le football devient l’un des plus beaux visages du soft power marocain. Bien plus qu’une simple campagne promotionnelle, ce projet raconte un pays où le football dépasse le cadre du sport pour devenir un langage universel, une énergie collective, un symbole d’unité et de rayonnement. Des ruelles des médinas aux stades en ébullition, des plages ensoleillées aux sommets de l’Atlas, le ballon rond relie les territoires et les générations. La campagne est le fruit d’une stratégie conjointe entre le président de la FRMF et le directeur général de l’ONMT, scellée par une convention stratégique en avril dernier. Leur objectif est clair: faire du football un vecteur d’attractivité touristique et d’influence culturelle à l’échelle mondiale. Réalisé par Ludovic Gontrand (Hamlet) et signé par l’agence BETC, le film met en lumière la diversité des paysages marocains tout en exaltant la passion nationale pour le football. Il s’appuie sur la jeunesse montante, les visages d’espoir, mais aussi sur des figures iconiques comme Achraf Hakimi et Brahim Diaz. Diffusée dans 13 marchés internationaux depuis le 19 novembre, la campagne s’impose également dans le paysage médiatique national à travers la télévision, l’affichage, la presse et la radio. À l’heure où le Maroc se prépare à accueillir la CAN 2025 et la Coupe du Monde 2030, « Terre de Football » affirme l’ambition d’un pays où sport, identité et hospitalité ne font qu’un. ▶

Transferts d’argent

Al Barid Bank et Taptap Send connectent les Marocains du monde

Le Groupe Al Barid Bank, acteur clé de l’inclusion financière au Maroc, vient de sceller un partenariat stratégique avec Taptap Send, fintech internationale spécialisée dans les transferts d’argent. L’objectif : offrir aux Marocains du monde une solution simple, rapide et sans frais pour envoyer de l’argent à leurs proches au pays. Grâce à cette collaboration, les ressortissants marocains installés en Europe, en Amérique du Nord, en Australie, au Royaume-Uni ou encore aux Émirats Arabes Unis peuvent désormais transférer de l’argent directement depuis l’application mobile Taptap Send. Les fonds sont disponibles en temps réel dans l’un des 3 500 points de retrait Al Barid Bank et Barid Cash répartis sur tout le territoire, y compris dans les zones rurales.

Atout majeur de cette offre? L’absence totale de frais de réception pour les bénéficiaires. Les agences, ouvertes six jours sur sept, garantissent un service accessible, flexible et de proximité. Cette nouvelle solution digitale se distingue par sa simplicité d’utilisation, sa rapidité et sa sécurité, des qualités qui répondent aux besoins concrets des Marocains du Monde souhaitant soutenir leurs familles en toute confiance.

En s’appuyant sur son réseau national étendu, Al Barid Bank, avec Barid Cash, confirme sa volonté de renforcer les liens entre les diasporas, tout en incarnant une vision inclusive, citoyenne et résolument tournée vers l’innovation. ▶



Atout majeur de cette offre? L’absence totale de frais de réception pour les bénéficiaires.

Banque de projets touristiques

Une dynamique nationale en marche

Lancée il y a un an, la Banque de projets touristiques franchit un cap majeur : elle recense désormais plus de 900 projets prêts à l’investissement, répartis sur 60 provinces du Royaume. Un bond impressionnant depuis le démarrage avec à peine 200 projets, qui traduit une ambition claire : faire du tourisme un moteur de développement territorial équilibré et inclusif. Pilotée par le ministère du Tourisme, de l’Artisanat et de l’Économie Sociale et Solidaire, cette initiative s’étend désormais à des provinces jusque-là peu mises en lumière, telles que Tinghir, Boulemane, Figuig, Taroudant, Tan-Tan ou encore Tata. Ces territoires viennent enrichir une cartographie qui vise à déconcentrer l’investissement touristique tout en valorisant leur potentiel naturel et culturel. Chaque projet, accessible dès 150 000 DH, est présenté avec des informations précises : coût estimatif, rentabilité prévue, emplois potentiels, et chiffres d’affaires anticipés. Cette approche “clé en main” permet d’accompagner efficacement les por-



Le Maroc regorge d’atouts qu’il faut valoriser via des projets touristiques porteurs.

teurs d’idées vers la concrétisation, notamment dans des segments porteurs comme le tourisme rural, l’écotourisme ou l’innovation durable. La ministre de tutelle Fatim-Zahra Ammor insiste sur l’écosystème d’accompagnement mis en place, combinant soutien technique, assistance personnalisée et accès facilité aux instruments de financement. Tous les leviers sont mobilisés pour transformer l’envie d’entreprendre en réalité tangible. La plateforme séduit au-delà des frontières : de nombreux membres de la diaspora marocaine ainsi que des investisseurs étrangers – notamment en Europe et en Amérique du Nord – consultent régulièrement les projets proposés. Un signal fort qui confirme l’attractivité renouvelée du Maroc dans le secteur touristique et la solidité du cadre institutionnel mis en place pour l’encourager.



Côté BASSE-COUR



Beurgeois GENTLEMAN

Les milliardaires haineux ne se cachent plus...

Elon Musk est né en 1971 dans une Afrique du Sud raciste et répressive. Son père, un riche ingénieur et promoteur immobilier, a des origines afrikaner (hollandaises). Enfant, Elon Musk se passionne pour les jeux vidéo, construit des fusées miniatures et code un jeu de tir type « Space Invaders », qu'il parvient à vendre, à l'âge de 12 ans, pour l'équivalent de 5000 MAD – dirhams marocains - au magazine « PC & Office Technology ». Cette somme est à multiplier par 20 pour avoir les fameux « rials » du bled, soit 100 milles rials ! Avec notre pote « Esclave du Généreux » (3abd Krim) et mon frère aîné Clément, il nous fallait toute une matinée pour ramasser une cinquantaine de karmousse N'ssara (figues des Nazaréens) et une après-midi pour aller se poster à la sortie de la mine des phosphates la plus proche pour les vendre pendant le changement d'équipe (ceux du matin sortaient vers 13 heures éreintés par 8 heures de labeur dans les galeries des mines de phosphates et avaient faim et soif de karmousse N'ssara qu'on disait à l'époque qu'il était « ghaddar » (« traître » car il constipait le consommateur en cas d'abus). On gagnait 50 rials (2.5 MAD soit 0.25€) si on arrivait vendait 50 karmousses ! C'était le jack pot car le prix d'un billet de cinéma variait entre 30 et 50 rials à l'époque selon l'emplacement du siège (50 rials au balcon, 42 pour les fauteuils en cuir entre les lettres A et N et seulement 30 rials pour les fauteuils en bois à partir de la lettre O à Z). On connaissait les emplacements des sièges par cœur et le guichetier cochant au stylo chaque emplacement vendu. Clément a eu la honte de sa vie quand 3abd krim a posé sa poignée de pièces de rials au guichetier en soupirant « Hay Hay... Chouf chouf... Flousse al karmousse » pour souligner le labeur qu'il a fallu pour gagner cette poignée



Elon Musk a été scolarisé dans ce « Pretoria Boys High School » réservé aux garçons blancs dans l'Afrique du Sud encore raciste et répressive avant l'avènement de Nelson Mandela qui croupissait à l'époque en prison.

de sous que le guichetier mettait un temps fou à compter... Tout ça, soupire-t-il, pour voir un « koubaye mirikani tuer un zindien meskine ». Pendant qu'on regardait « Il était une fois dans l'Ouest » avec Charles Bronson, que « Le père des petits peuples » (Bou Ch3ayb) prononçait « Charles Brasma », Elon Musk lui était scolarisé au « Pretoria Boys High School », une école qui était, à l'époque de l'Apartheid sud-africain, réservée aux garçons blancs. Ses rapports à l'école, aux enseignants et aux camarades sont difficiles. Son comportement était incompris ou critiqué. Il subissait le harcèlement de

ses camarades. Elon Musk décrit son père comme une mauvaise personne, criminelle et tyrannique, voire diabolique. Le père de Musk formule souvent des critiques à l'égard de son fils. En septembre 2025, des allégations d'emprise psychologique sur une grande partie de son cercle familial et d'abus sexuels incluant inceste et pédocriminalité sont formulées contre le père de Musk, qui aurait agressé 5 de ses enfants et beaux-enfants. Le père Musk qualifie ces accusations de fake news. Elon Musk a rompu les liens avec son père et refuse de parler aux journalistes sur ce sujet. Il n'est pas explicitement désigné comme ayant été agressé par son père, mais comme refusant de le dénoncer. Devenu milliardaire, Elon Musk possède 3 nationalités : sud-africaine, canadienne et américaine. Il est considéré comme la personne la plus riche de la planète : fortune évaluée à 5000 milliards de MAD – dirhams marocains en octobre 2025. (À suivre)

Beurgeois.Gentleman@gmail.com Retrouver les anciens épisodes en version électronique sur notre site web www.lecanardlibere.com

Morocco Showcase Summit 2025 Le tourisme national dessine son avenir entre innovation et investissement

La ville de Casablanca a accueilli le mercredi 19 novembre la deuxième édition du Morocco Showcase Summit, grand rendez-vous de l'investissement touristique, placé cette année sous le thème : « Le Maroc : Tourisme, hospitalité et investissement ». Organisé en partenariat avec la SMIT (Société Marocaine d'Ingénierie Touristique) et l'agence API Events, l'événement a réuni plus de 300 participants venus du Maroc et de l'étranger : investisseurs, décideurs publics, professionnels de l'hôtellerie et experts du secteur.



Imad Barrakad, DG de la Smit.

Objectif : faire du Maroc un hub africain du tourisme durable.

Dans son discours d'introduction, Imad Barrakad, directeur général de la SMIT, a donné le ton : « Nous partageons une même ambition : accélérer l'investissement, inspirer l'innovation et dessiner le futur du tourisme au Maroc, en Afrique et au-delà. ». À cet égard, il a mis en avant les résultats concrets d'une stratégie proactive qui a permis la modernisation des infrastruc-

tures, le renforcement de la connectivité aérienne et le lancement d'un nouveau pacte d'investissement, adapté à tous les profils, y compris les PME. M. Barrakad a rappelé que la vision royale, portée par des politiques publiques cohérentes, a permis au secteur

d'atteindre une résilience remarquable. « Le Maroc avance avec une vision claire, une capacité d'action forte, et un engagement assumé envers l'excellence », a-t-il affirmé. Le sommet a également fourni l'occasion de mettre en lumière des projets structurants : un vaste plan de rénovation hôtelière (62 000 lits à réhabiliter, 40 000 à créer), de nouveaux pôles de loisirs, et des investissements majeurs dans les domaines du patrimoine et de la culture. La Coupe du Monde 2030, que le Royaume co-organisera avec l'Espagne et le Portugal, a été évoquée comme un levier déterminant. « C'est un catalyseur d'investissement territorial, un vecteur de transformation des infrastructures touristiques et de mobilité à l'échelle nationale », a expliqué M. Barrakad. Enfin, les organisateurs ont salué le rôle de la SMIT, présentée comme un acteur-clé de la compétitivité touristique, facilitant le lien entre investisseurs et institutions, structurant les offres régionales et renforçant l'image du Maroc comme destination stratégique pour les capitaux touristiques internationaux. (



Côté BASSE-COUR



Laftit sort le carton rouge

Les corrompus au tapis, les partis au pied du mur



Jeudi 20 novembre, devant la commission parlementaire de l'Intérieur, le ministre Abdelouafi Laftit a frappé fort: les élus soupçonnés ou condamnés pour des malversations dans la gestion des fonds publics ne pourront plus se représenter aux prochaines élections. Cette disposition, intégrée aux nouveaux textes de loi électorale, vise à assainir le paysage politique national, entaché par d'innombrables affaires de corruption et de mauvaise gouvernance. Dans un pays où de nombreux présidents de communes et parlementaires sont derrière les barreaux — ou devant les tribunaux — cette mesure marque un tournant. Elle vient répondre à une exigence pressante de transparence et de responsabilité, au moment où la confiance des citoyens envers leurs institutions est mise à rude épreuve. Dans la grande foire politique marocaine, bien des élus semblent avoir confondu “gestion des deniers publics” avec “pillage organisé”. Entre ceux qui gèrent les budgets comme un

héritage personnel et ceux qui considèrent la commune comme un guichet automatique, la prévarication est devenue un sport de haut niveau. Si la justice était un championnat, beaucoup seraient médaillés d'or... ou plutôt, en or. Quant aux partis, ils rivalisent souvent d'ingéniosité pour transformer des casseroles en CV politiques. On ne recrute plus selon les critères de probité et de compétence, mais selon le poids financier ou électoral... À croire que les mandats électifs sont réservés non aux méritants, mais aux plus “influents” en matière de magouilles. La balle est désormais dans le camp des partis politiques, sommés de rompre avec les vieux réflexes. Ils devront désormais assumer leur responsabilité en accréditant des candidats intègres, compétents et instruits, désireux de servir l'intérêt général plutôt que de s'en servir. À défaut, toute réforme resterait cosmétique, et la moralisation de la vie publique tant attendue un beau vœu pieux. Sûr qu'on aura moins de voleurs et plus de valeurs ▶

Boujdour-Tensift L'axe électrique à très haute tension qui va brancher le Sud au Centre

L'Office National de l'Électricité et de l'Eau Potable (ONEE) lance un projet stratégique de construction de 1 000 km de lignes électriques Ultra Haute Tension (UHT) reliant Boujdour à Tensift, dans le but de renforcer le réseau national de transport d'électricité. Ce projet vise à intégrer jusqu'à 2 000 MW de puissance renouvelable issue du Sud du Royaume et à sécuriser l'approvisionnement énergétique national. Prévu pour une mise en service en décembre 2028, le projet sera réalisé selon un schéma EPC (clé-en-main). Il s'inscrit dans la vision royale de développement durable et de transition énergétique, en lien avec d'autres infrastructures structurantes comme la future liaison HVDC. L'appel à pré-qualification est ouvert jusqu'au 15 janvier 2026. ▶



L'avis de préqualification est téléchargeable sur le site web www.one.ma

La 93 e AG d'Interpol à Marrakech

La sécurité mondiale parle marocain

En accueillant à Marrakech la 93e Assemblée générale d'Interpol, le Maroc ne se contente pas de dérouler le tapis rouge aux grands flics de la planète. Il confirme sa montée en puissance comme acteur stratégique de la coopération sécuritaire internationale. À la croisée de l'Afrique, de l'Europe et du monde arabe, le royaume capitalise sur son intelligence du terrain, son appareil sécuritaire redoutable et ses alliances solides pour s'imposer comme un partenaire incontournable dans la lutte contre le crime transnational.

La 93e Assemblée générale d'Interpol, qui s'est ouverte le 24 novembre à Marrakech, n'est pas qu'un sommet protocolaire. Elle reflète l'urgence de renforcer la coopération multilatérale face à des menaces qui ignorent les frontières. Cette grand-messe policière consacre aussi le Maroc comme un hub sécuritaire respecté, capable d'agir à la croisée des continents et des intérêts. Elle marque une reconnaissance claire du Maroc comme acteur majeur de la sécurité internationale. Dans un monde traversé par les menaces hybrides – terrorisme, cybercriminalité, trafic de drogue ou traite humaine – Rabat capitalise sur sa coopération sécuritaire exemplaire pour affirmer son rôle sur la scène mondiale. Le choix de Marrakech n'est pas donc anodin. Le Maroc s'impose de plus en plus comme un acteur crédible et central en matière de coopération sécuritaire, tant sur le plan africain que global. Sa stratégie proactive contre le terrorisme, son partenariat avec les agences occidentales et africaines, ainsi que sa diplomatie sécuritaire sud-sud, lui valent une reconnaissance croissante.

Une diplomatie sécuritaire assumée

Depuis plus d'une décennie, le Maroc a fait de l'anticipation des menaces un pilier de sa politique extérieure. L'efficacité de son Bureau central d'investigations judiciaires (BCIJ), souvent



Le patron de la DGSN et de la DGST Abdelatif Hammouchi.

salué pour ses opérations antiterroristes, a consolidé la confiance des grandes capitales occidentales. Rabat n'est plus un simple récepteur d'informations : il est devenu pour plusieurs pays européens et africains un fournisseur clé de renseignements.

Un levier d'influence régionale

Accueillir la grand-messe d'Interpol, qui réunit près de 200 pays, est un signal politique. C'est le fruit d'années de collaboration discrète mais efficace, où le Maroc a su se positionner comme un partenaire fiable, à la fois en Afrique, dans le monde arabe et au-delà. Il s'agit d'un soft power à la marocaine, fondé non pas sur des discours idéologiques, mais sur une offre concrète de sécurité. La 93 e AG d'Interpol est aussi un signal fort en faveur d'une meilleure intégration de l'Afrique dans les dispositifs mondiaux de sécurité. Le Maroc peut jouer un rôle de pivot continental en partageant ses outils de veille, de formation et de renseignement avec d'autres pays africains, souvent plus vulnérables face aux réseaux criminels. Le Royaume s'érige aussi en médiateur entre les pays du Nord et ceux du Sud dans le partage d'expertise et la lutte contre la radicalisation. Cette posture est d'autant plus stratégique que plusieurs États africains peinent à stabiliser leur environnement sécuritaire. En renforçant leurs capacités, Rabat étend son rayonnement sans agiter le spectre de l'ingérence. Dans un contexte mondial sous tension, où la défiance envers les organisations internationales s'accroît, le Maroc joue une carte subtile mais efficace : la sécurité comme outil d'influence. À travers son engagement dans Interpol et au-delà, il démontre qu'un soft power assumé peut naître d'une crédibilité opérationnelle... et non seulement d'une machine de communication bien réglée. ▶



Le Maigret du CANARD



OFPPT A l'école de la confusion



Loubna Tricha, DG de l'OFPPT.

À l'OFPPT, la formation déraile... mais en silence. L'établissement public, censé être le fer de lance de la montée en compétences des jeunes, sombre dans une crise de gouvernance. Résultat : les équipes décrochent, les projets s'enlisent et la

démobilisation interne mine la performance de l'institution. Pendant ce temps, le ministère de tutelle regarde ailleurs, incapable – ou peu pressé – de reprendre la main sur une machine qui commence à perdre ses boulons.

LAILA LAMRANI

Depuis le retour de la directrice générale Loubna Tricha de sa tournée glorieuse dans les provinces du Sud — où les inaugurations de projets ont fleuri comme des primevères au printemps — l'ambiance est nettement moins chaleureuse au siège central de l'OFPPT à Casablanca. En coulisses, c'est plutôt la valse des postes... sans la musique. Des collaborateurs clés ont été remerciés (façon RH), d'autres réaffectés, parfois sans crier gare. Résultat : les cadres défilent dans les couloirs, non pas pour impulser des projets structurants, mais pour tenter de décrypter les dernières secousses internes, à défaut d'avoir un GPS pour mutations administratives. Le climat organisationnel, autrefois relativement stable, s'est tendu comme un fil à linge en pleine tempête. Le pilotage stratégique semble s'orienter davantage vers une gestion en réaction qu'en anticipation, et certaines nominations à des postes sensibles laissent dubitatifs, surtout lorsqu'elles concernent des profils encore en rodage.

À cela s'ajoute un dialogue social devenu... disons, un peu moins mélodieux. Depuis l'émergence du dossier sensible lié à la gestion financière d'une association pilotée conjointement par la DRH et des représentants syndicaux (lire encadré), les langues se délient et les sourcils se haussent. Le malaise gagne du terrain, affectant l'équilibre personnel et familial d'un personnel déjà fortement mobilisé pour faire avancer la feuille de route nationale et la formation professionnelle. Nombreux sont ceux qui ont donné sans compter – soirées, week-ends et nerfs compris – dans l'espoir de servir un projet ambitieux. Aujourd'hui, ils réclament à juste titre un minimum de visibilité, un souffle de stabilité, et surtout, un management plus prévisible que l'algorithme d'une mutation surprise. En résumé : la tension monte, la visibilité baisse et la DRH ressemble de plus en plus à une loterie où les gagnants (ou perdants) sont appelés sans préavis. En espérant que l'OFPPT retrouve rapidement un cap clair, car si la formation est une priorité nationale, encore faut-il que ceux qui la dirigent, tutelle comprise, avancent dans la même direction. ▮

Association des oeuvres...disparues

Il fut un temps – pas si lointain – où le personnel de l'Office de la formation professionnelle et de la promotion du travail (OFPPT) bénéficiait de prestations sociales claires, encadrées et prévisibles servies par la Direction de l'action sociale (DAS) : bourses de scolarité pour leurs enfants, primes de retraite, soutien pour le Hajj ou encore subventions à l'occasion de l'Aïd Al Adha. Aujourd'hui, ces avantages semblent relever de la mythologie administrative. Depuis que la gestion des œuvres sociales a été transférée à une association contrôlée par le syndicat majoritaire, l'UMT pour ne pas le citer, les agents de l'office dénoncent un système devenu hermétique, désorganisé et terriblement inefficace. Derrière ce glissement institutionnel se cache une réalité bien moins reluisante : les bénéficiaires n'ont plus rien... si ce n'est des factures plus salées, une opacité comptable, et une perte sèche de confiance. Les responsables syndicaux, censés défendre les intérêts des travailleurs, sont désormais perçus comme les premiers fossoyeurs de leurs acquis. L'association, créée pour améliorer la qualité des prestations sociales, semble plutôt s'être spécialisée dans l'enterrement des attentes. Des députés commencent à s'en émouvoir, et une question écrite vient même d'être adressée au ministre de tutelle, le PAM Younes Sekkouri. Mais combien de temps encore faudra-t-il avant que ce scandale qui couve ne devienne une affaire nationale ? ▮





Affichage publicitaire

Casablanca tombe dans le panneau

Sur le boulevard d'Anfa qui longe l'école espagnole, deux passages piétons, pourtant essentiels pour la sécurité des enfants et des parents, ont été supprimés lors du dernier réasphaltage de la voie. En guise de compensation, la commune d'Anfa a installé un panneau publicitaire géant devant l'établissement ! Ce geste soulève plusieurs interrogations , à la croisée de l'urbanisme, de l'éthique visuelle et de la responsabilité publique.

Et puis, l'environnement scolaire ne devrait-il pas être préservé de la pression commerciale, surtout lorsqu'il s'agit d'élèves, exposés à un matraquage publicitaire permanent? Sauf à considérer qu'il n'y a pas plus formateur pour les enfants que d'apprendre très tôt les lois de la réclame ! Dans ces conditions, le message est clair : Oublions les arbres, les bibliothèques ou les fresques éducatives. Rien n'est précieux qu'un bon 4x3 criard pour leur rappeler que dans la vie, l'espace public n'est qu'un support de pub qui crache du cash!

Omniprésents, souvent envahissants et placés contre le bon sens , ces mastodontes de l'affichage- surdimensionnés pour l'espace urbain car conçus pour les zones autoroutières- se sont imposés depuis longtemps comme les nouveaux totems de la ville. Ils surgissent à chaque coin de rue, devant les écoles, les hôpitaux, les administra-



Le 4x3 planté devant l'entrée de l'école espagnole...

tions, les places publiques, parfois même en double ou en triple file. Qu'importe la visibilité, la vue, la sécurité,

l'air frais, ou l'harmonie urbaine : ce qui compte, c'est le mètre carré à louer, la visibilité à vendre, et surtout, le profit à encaisser. A Casablanca, le vrai poumon vert, c'est le billet de banque.

Témoignant d'une forme de marchandisation à outrance de l'espace public, où le moindre mètre carré est exploité, même au détriment de la cohérence urbaine ou du bien commun, cette affaire met en lumière un laxisme douteux et des dysfonctionnements dans les règles de zonage publicitaire. Où sont en effet les garde-fous pour protéger certains espaces sensibles (écoles, hôpitaux, lieux de culte) ?

Ce business juteux , géré en sous-main par quelques sociétés bien introduites, est une pompe à fric monumentale. Casablanca n'est plus une ville, c'est un catalogue grandeur nature où les trottoirs, les façades et même les ronds-points servent d'espace d'exposition pour tout et n'importe quoi. La ville est littéralement colonisée par la pub, au détriment de ses habitants et de son esthétique.

Tout se passe comme si on avait troqué l'ombre des arbres contre l'ombre des profits. À défaut de chlorophylle, on respire du visuel publicitaire. A Casablanca, on coupe des arbres pour planter des panneaux. On n'arrose plus les racines, mais les budgets marketing. ▀

LE TALENT NE DEMANDE QU'À BRILLER.

#FAIREGAGNERLESPO

FAIRE GAGNER LE SPORT

JOUONS RESPONSABLE



Le Maigret du CANARD



Mobile Money Maroc Telecom mise sur un profil expérimenté

Maroc Télécom vient de nommer Kamal Okba à la tête de sa branche Mobile Money, confirmant ainsi ses ambitions de croissance dans un secteur en pleine effervescence sur le continent africain où le groupe dispose de 11 filiales.

LAILA LAMRANI

Dans un marché hautement concurrentiel dominé par des géants comme Airtel ou MTN, le groupe Maroc Telecom a raison de miser sur un profil aguerri, doté d'une solide expérience à l'échelle panafricaine. Fort de plus de 25 ans d'expérience dans les télécommunications, les services financiers numériques et les technologies disruptives, Kamal Okba est bien plus qu'un simple manager. Spécialiste du Mobile Money, des fin-techs et de l'inclusion financière digitale, il est réputé pour sa capacité à structurer des offres innovantes, sécurisées et adaptées aux réalités locales. Avec une maîtrise des enjeux liés à la régulation, à la bancarisation mobile et aux partenariats multi-acteurs. Le passage de Kamal Okba par plusieurs filiales du groupe en Afrique lui a permis de piloter



Un cadre maison expert et expérimenté.

des projets complexes dans des environnements multiculturels. À l'aise dans la conduite du changement, il est réputé pour son pragmatisme, son sens de l'écoute et sa capacité à fédérer autour d'objectifs clairs et ambitieux. Ingénieur de formation issue de l'école publique nationale et formé dans les meilleures écoles européennes, Kamal Okba a complété son profil par des formations en

management stratégique, ce qui lui confère une vision globale et structurée. À la tête de cette activité stratégique chez Maroc Télécom, il aura pour mission de faire du digital un véritable levier de croissance, en s'appuyant sur les spécificités des marchés africains. Kamal Okba n'est pas un nouveau venu dans l'univers télécom. Il fait partie des jeunes cadres prometteurs qui ont rejoint Maroc Télécom dès 1996, sous la présidence de Abdesslam Ahizoune. À l'époque, l'Internet en était à ses débuts au Maroc et Okba figure dans l'équipe rapprochée qui a posé les premiers jalons du digital national. Au fil des années, il gravit les échelons et se voit confier la gestion de plusieurs filiales africaines du groupe (Mauritanie, Gabon, Togo, Sénégal), avec des responsabilités croissantes dans des contextes exigeants. Un parcours professionnel d'une grande richesse qui a façonné un profil à la fois technique et stratégique, capable de piloter des projets complexes, de s'adapter à des environnements multiculturels et d'anticiper les mutations du secteur.

management stratégique, ce qui lui confère une vision globale et structurée. À la tête de cette activité stratégique chez Maroc Télécom, il aura pour mission de faire du digital un véritable levier de croissance, en s'appuyant sur les spécificités des marchés africains. Kamal Okba n'est pas un nouveau venu dans l'univers télécom. Il fait partie des jeunes cadres prometteurs qui ont rejoint Maroc Télécom dès 1996, sous la présidence de Abdesslam Ahizoune. À l'époque, l'Internet en était à ses débuts au Maroc et Okba figure dans l'équipe rapprochée qui a posé les premiers jalons du digital national. Au fil des années, il gravit les échelons et se voit confier la gestion de plusieurs filiales africaines du groupe (Mauritanie, Gabon, Togo, Sénégal), avec des responsabilités croissantes dans des contextes exigeants. Un parcours professionnel d'une grande richesse qui a façonné un profil à la fois technique et stratégique, capable de piloter des projets complexes, de s'adapter à des environnements multiculturels et d'anticiper les mutations du secteur.

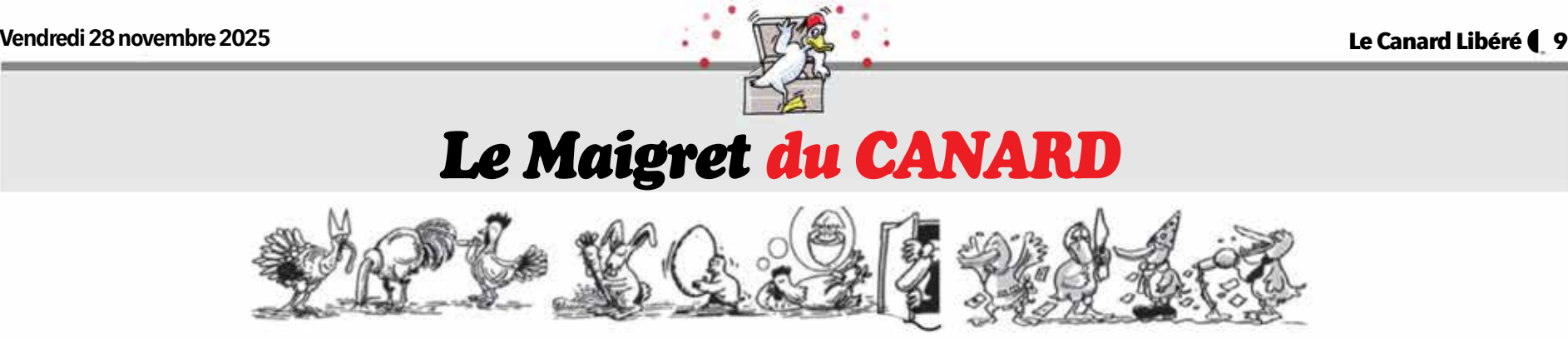


Chefs marocains en lice à Tachkent

La brigade marocaine à l'assaut de l'Ouzbékistan

La Fédération de l'Université Marocaine des Arts Culinaires annonce la participation officielle de l'Équipe Nationale Marocaine au championnat international «Delicious Uzbekistan 2025» à Tachkent, du 27 au 29 novembre 2025. L'équipe, composée de 17 chefs, représentera le Maroc dans cinq catégories, face à plus de 500 concurrents venus de 38 pays. Ce concours est une occasion majeure de valoriser la gastronomie marocaine à l'échelle mondiale. Le départ est prévu le 25 novembre, avec retour le 1er décembre.

Une belle occasion pour valoriser la gastronomie marocaine.



Scandale dans l'arbitrage Bouchra Karboubi victime d'une VAR opaque

Elle a arbitré les plus grands matchs, hissé haut le sifflet marocain sur la scène internationale... mais c'est finalement hors du terrain que Bouchra Karboubi a reçu son plus vilain tacle. Écartée sans explication de la CAN 2025, la star de l'arbitrage claque la porte, dénonçant les coups bas d'une Direction technique plus experte en petites manœuvres qu'en jeu fair play.



L'arbitre internationale marocaine Bouchra Karboubi.

LAILA LAMRANI

Dans un dernier coup de sifflet tout en élégance, l'arbitre internationale marocaine Bouchra Karboubi range son carton rouge... et raccroche les crampons ou plutôt le sifflet. Dans une lettre pleine de solennité – et un soupçon de lyrisme – adressée au président de la Fédération royale marocaine de football (FRMF) Fouzi Lekjaa, elle annonce sa retraite. Gratitude au souverain dont elle a salué « la sagesse et la clairvoyance »

et remerciements pour M. Lekjaa pour son appui depuis ses débuts qui ne s'est jamais démenti. Fièvre d'avoir porté haut les couleurs du Royaume sur les pelouses du monde entier, Karboubi signe une sortie de scène à la hauteur de sa carrière : digne, engagée et pleine de reconnaissance. Le monde de l'arbitrage perd une pionnière, mais le foot national gagne une icône Bouchra Karboubi n'est pas simplement partie sur un au revoir poli. Dans la seconde mi-temps de sa lettre, l'arbitre internationale lève un coin de voile sur les coulisses moins reluisantes du monde arbitral national. Et le moins qu'on puisse dire, c'est que le jeu n'a

pas été très fair-play. Elle accuse nommément la Direction technique nationale de l'arbitrage d'avoir saboté sa carrière par des pratiques internes peu glorieuses, parlant d'entraves, de projet anéanti et de réalisations gâchées. Un carton rouge symbolique, brandi à ceux qui, de l'intérieur, auraient tordu les règles du jeu. Le timing, lui, ne doit rien au hasard : sa décision tombe quelques heures après l'annonce officielle de la liste des arbitres retenus pour la CAN 2025 qui se déroule au Maroc où son nom ne figure pas ! La pilule est amère, surtout après 25 ans de service sifflé au cordeau.

Pour l'instant, silence radio du côté des instances mises en cause Mais dans les tribunes, le public n'est pas dupe : quand une pionnière claque la porte ainsi, c'est qu'il y a plus d'une faute dans le camp arbitral. À 38 ans, Bouchra Karboubi n'est pas une arbitre quelconque : elle compte parmi les rares femmes à avoir imposé sa loi sur les pelouses masculines comme féminines, au Maroc comme à l'international. De la Botola à la Coupe du Monde féminine, elle a tenu le sifflet là où peu s'y risquent, devenant une figure respectée du corps arbitral africain. La démissionnaire sortait d'une prestation remarquée lors du match d'ouverture de la première Coupe des Champions Féminine entre Jiangda WFC et Auckland United. Et pourtant, malgré un palmarès doré et une ambition intacte, celle d'arbitrer la Coupe du Monde United-2026 ou encore le Mondial féminin de 2027 au Brésil, Karboubi raccroche. Pas par fatigue, mais par dégoût. Victime, selon elle, de manœuvres internes qui ont freiné sa progression, elle jette l'éponge avec l'amertume de celle qui avait encore tant à offrir. La Fédération perd une étoile... et le silence de la Direction technique, lui, fait un bruit assourdissant. La VAR maison fonctionne à géométrie variable... »

Industrie

CDG Invest Management et SOYAPAR s'allient pour booster Plastics & Plating

CDG Invest Management, via son fonds Nama Fund I, et la holding marocaine SOYAPAR annoncent la signature d'un protocole d'investissement scellant l'entrée minoritaire de Nama Fund I au capital de Plastics & Plating (P&P), filiale industrielle de SOYAPAR. Spécialisée dans le traitement de surface à forte valeur ajoutée pour diverses applications industrielles, Plastics & Plating renforce ainsi ses capacités pour répondre à la demande croissante, notamment dans le secteur automobile. L'investissement vise à accompagner l'entreprise dans l'extension de ses capacités industrielles, le développement de procédés technologiques avancés et la consolidation de son positionnement auprès des grands donneurs d'ordres internationaux. L'opération s'inscrit dans les priorités industrielles nationales : renforcement de l'intégration locale, substitution aux importations et montée en gamme technologique. Salaheddine Kamali, Directeur Général Délégué de CDG Invest Management, société de gestion multi-stratégies, filiale de CDG Invest, a déclaré : « Cet investissement illustre notre engagement à soutenir des projets industriels à fort potentiel, aux côtés de partenaires solides comme SOYAPAR, et à faire émerger des champions marocains capables de rayonner à l'international. » La finalisation de l'opération reste conditionnée à la levée des clauses suspensives habituelles. »

UN PEU DE PLUIE ET LES VERITES QUI DEBORDENT

MOI, JE FILTRE TOUT... SAUF LES POTS-DE-VIN !



Le Maigret du CANARD



Saad Berrada à ses accusateurs **Moi, intègre?** **juré-craché sur mes bonbons!**

Le ministre de l'Éducation nationale, du Préscolaire et des Sports Mohamed Saad Berrada éclaboussé par un marché dans le secteur du médicament ? Pas de panique : il avait démissionné de ses sociétés bien avant. Tout va très bien, madame la déontologie !



Au Maroc, le conflit d'intérêt n'est pas un délit. C'est un style de gouvernance!

Accusé de conflit d'intérêts, notre ministre-éclairé du RNI n'a pas paniqué. Pour étouffer le scandale, il a exhibé comme un certificat de moralité ou un vaccin redoutable contre les soupçons les preuves administratives de ses nobles démissions consignées dans un démenti en date du 24 novembre relayé par la presse sans trop se poser de questions. Mohamed Saad Berrada a bien quitté au lendemain de sa nomination au gouvernement en octobre 2024 la présidence de ses entreprises y compris celle mise en cause du nom de BIP Partners. Mieux : il a dûment notifié les membres des conseils d'administration. La probité incarnée. Mais il nous l'assure : il n'intervient pas, il observe de loin ... depuis un balcon avec vue sur appels d'offres. Car voilà, derrière cette mise

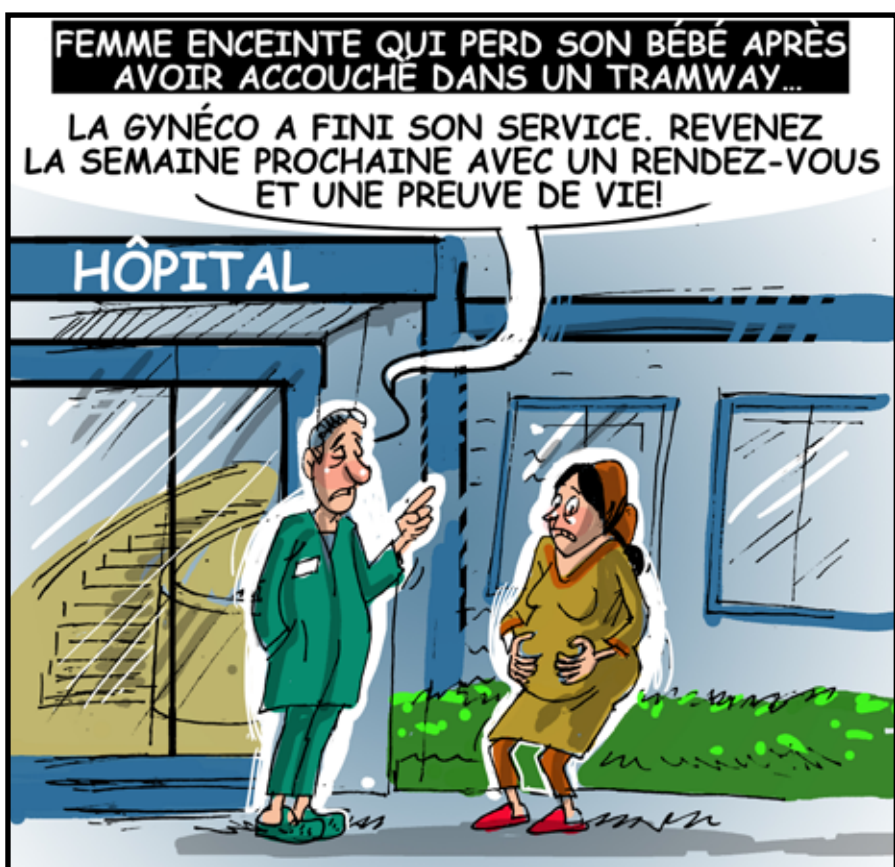
en scène de vertu corporate, la vraie question demeure : est-ce que abandonner le volant empêche de contrôler la direction ? Les parts, les dividendes, les réseaux, les liens familiaux ou amicaux. Comme si, en politique, on pouvait se laver les mains avec une lettre de démission fut-elle enregistrée en bonne et due forme auprès des autorités. Entre le vernis juridique et les pirouettes administratives, nombre de hauts responsables confondent clairement conflit d'intérêt avec intérêt bien compris. Ils démissionnent de la façade, mais gardent les clés de l'arrière-boutique. Ainsi Mohamed Saad Berrada qui fabrique des bonbons sous la marque Michoc, possède-t-il aussi une entreprise dans le médicament et préside aux destinées de l'Éducation nationale ! Une combinaison sucrée-amère qui interroge.

Entre bonbons pour enfants, pilules pour adultes et marchés pour copains, le système

digère tout... sauf la transparence. Quant à l'école, elle sert désormais aussi à enseigner que démissionner d'un titre, ce n'est pas renoncer à l'influence. C'est juste une autre manière d'être... bien noté.

Finalement, on ne peut qu'admirer l'élégance avec laquelle certains transforment une question d'éthique en simple formalité administrative. Une "conformité" bien ficelée qui, à défaut d'effacer le soupçon, espère endormir l'opinion.

En matière de conflits d'intérêts, le gouvernement innove : désormais, il suffit de ne plus être officiellement président de ses entreprises pour ne plus être concerné en tant que ministre. Il fallait y penser ! Or, c'est un secret de polichinelle : au Maroc, le conflit d'intérêt n'est pas un délit. C'est un style de gouvernance, voire un patrimoine national. ▀





L'OPTICIEN QUI SUBLIME VOTRE **REGARD**

DES PRIX TENDRES À VOUS
CHATOUILLER **LES YEUX**

SOYEZ LES PREMIERS À EN PROFITER

LUNETTES TENDANCE DES GRANDES MARQUES ET DES CRÉATEURS

Angle Moulay Driss 1er et rue L'ysier - Casablanca • Tél : 05 22 82 90 21 • Fax : 05 22 82 89 33 • www.chicoptique.ma



Le Maigret du CANARD



POINT DE VUE

Abdeslam Seddiki



Economiste,
ancien
ministre de
l'Emploi et des
Affaires sociales.

La lutte contre le réchauffement climatique

Les BRICS s'engagent et les USA se dégagent !

La COP30, tenue au Brésil du 10 au 21 novembre 2025, s'est conclue sur un bilan globalement mitigé : les pays ont adopté un consensus minimal, sans plan contraignant de sortie des énergies fossiles, mais avec quelques avancées symboliques et des engagements volontaires sur l'adaptation climatique et la coopération internationale. Le texte final, baptisé "mutirão" (signifiant "effort collectif"), n'impose pas de feuille de route explicite pour abandonner les énergies fossiles, malgré les pressions de plus de 80 pays. À la place, il lance une initiative volontaire pour que les États qui le souhaitent puissent collaborer à une réduction accrue de leurs émissions de carbone, dans le but de limiter le réchauffement à +1,5 °C. Cette approche, jugée trop molle par de nombreux acteurs, ne contraint pas les grands producteurs d'hydrocarbures et ne mentionne pas explicitement la sortie des fossiles, ce qui a déçu les pays les plus vulnérables et les ONG environnementales.

Les USA, sous l'influence des climatosceptiques, à leur tête le Président Trump, continuent de boycotter la Conférence des Parties sur le Climat considérant le changement climatique comme la « plus grande arnaque jamais menée contre le monde » ! Cette position n'a aucun fondement scientifique si ce n'est la défense des intérêts des magnats du pétrole dont les USA sont le premier producteur mondial. Le retrait de la première puissance mondiale de la COP a laissé la voie ouverte à la Chine pour se positionner en locomotive de la transition énergétique avec ses autres partenaires du BRICS, notamment le Brésil et Inde. La Chine, qui a déjà annoncé une baisse de ses rejets de gaz à effet de serre de 7 % à 10 % d'ici à 2035, se pose comme l'acteur le plus crédible du jeu climatique. Fort de ses investissements massifs dans l'économie verte, l'empire du Milieu a pris une avance confortable. Dans le solaire, l'éolien, les véhicules électriques et les batteries, les Chinois s'adjugent le premier rang mondial.

Peser moins et souffrir plus

Il faut rappeler que ce sont les pays industrialisés qui sont les plus grands émetteurs de gaz à effet de serre (GES). La Chine est le pays le plus émetteur avec 30% d'émission, suivie par les USA

(11%), l'Inde (8%), l'Union Européenne (6%) et la Russie (5%). Ensemble, ces pays émettent 60% du GES ! En précisant, toutefois, que l'énergie fossile est à l'origine de 80% de ces émissions. On comprend dès lors la forte mobilisation du « Sud global » qui subit les effets néfastes de ces émissions sans en être responsable. « Nous pesons moins de 1 % des émissions de gaz à effet de serre et pourtant nous souffrons le plus », dénonce Lina Yassin, déléguée du Soudan, s'exprimant au nom du groupe des 44 pays les moins avancés. L'adaptation consiste à limiter les dégâts humains et économiques des canicules, inondations ou sécheresses. Il s'agit par exemple de mettre au point des cultures plus résistantes aux chaleurs ou de créer des îlots de fraîcheur dans les villes. Mais ces politiques progressent lentement, tant le sujet a toujours été le parent pauvre des politiques climatiques. D'où la nécessité

d'une « justice climatique » devant se traduire par un transfert de ressources des pays industrialisés vers les pays en développement. Cette question est constamment présente dans les différentes COP sans aboutir à des résultats concluants. A cet égard, la COP30 a enregistré une certaine avancée. Un des principaux acquis est la demande d'efforts pour tripler l'aide financière destinée à l'adaptation climatique des pays en développement d'ici 2035. Cela pourrait représenter un objectif de 120 milliards de dollars par an, bien que la référence temporelle reste ambiguë. Ce point est perçu comme une avancée, car il reconnaît l'urgence d'accompagner les pays les plus exposés aux impacts du changement climatique, mais il reste à voir si les financements seront effectivement mobilisés à cette échelle. La COP30 a également marqué une nouveauté : pour la première fois, les ten-

sions commerciales liées à la transition écologique (comme la taxe carbone aux frontières) feront l'objet d'un dialogue triennal dans le cadre des négociations climatiques. C'est une victoire pour la Chine et d'autres pays émergents, qui souhaitent éviter les barrières commerciales unilatérales. Par ailleurs, plusieurs pays ont pris des engagements volontaires sur la réduction du méthane, le développement des carburants durables et la sortie progressive du charbon, notamment la Corée du Sud. L'Union européenne et plusieurs pays insulaires ont exprimé leur déception face à l'absence de mesures contraignantes, qualifiant la COP30 de "COP des BRICS" et soulignant que le multilatéralisme climatique reste fragile. En revanche, pour le Brésil, la présidence de la COP30 est perçue comme un succès diplomatique, ayant permis de préserver le consensus international malgré les divergences profondes. Toutefois, la pression s'accroît pour la COP31, où la question de la sortie des fossiles devra être abordée avec plus de fermeté.

Le Maroc et sa diplomatie climatique

Par ailleurs, lors de cette COP30, le Maroc qui a déjà organisé la COP22 à Marrakech, a mis l'accent sur une transition climatique équitable pour les pays en développement, la défense de l'approche sectorielle, la mobilisation de financements climatiques ancrés dans les territoires et le renforcement de la coopération Sud-Sud. Il a également présenté une nouvelle version de sa Contribution Déterminée au niveau National (CDN 3.0), intégrant les dimensions économiques et sociales de l'action climatique et a souligné l'importance de l'éducation, du sport et de la jeunesse dans cette transition. Avant la séance plénière finale, le scientifique brésilien Carlos Nobre a lancé un avertissement alarmant : « l'utilisation des énergies fossiles doit tomber à zéro d'ici 2040 – 2045 au plus tard – pour éviter une hausse catastrophique des températures pouvant atteindre 2,5°C d'ici le milieu du siècle. Cette trajectoire, a-t-il déclaré, entraînerait la disparition quasi totale des récifs coralliens, l'effondrement de la forêt amazonienne et une fonte accélérée de la calotte glaciaire du Groenland. »

Accord agricole Maroc-UE Le parlement européen déboute le bluff séparatiste

Le Parlement européen a tranché : ce mercredi 26 novembre, il a rejeté une motion d'objection portée par certains groupes de droite et d'extrême droite, qui visaient à bloquer l'acte délégué présenté par la Commission européenne dans le

cadre de l'accord agricole entre le Maroc et l'UE. En validant cet acte, le Parlement entérine sans ambiguïté l'inclusion des provinces du Sud dans les bénéfices de l'accord agricole. Autrement dit, les produits originaires de Laâyoune-Sakia El Hamra et de Dakhla-Oued

Eddahab auront pleinement accès au marché européen, au même titre que ceux des autres régions du Royaume. L'accord, signé le 3 octobre dernier à Bruxelles, précise même l'étiquetage des produits, en mentionnant explicitement leur provenance des

régions du Sud, un coup dur pour les thèses séparatistes et un signal fort de reconnaissance implicite. Une victoire diplomatique pour Rabat, un revers cuisant pour le lobby pro-Polisario, et une démonstration de réalisme géoéconomique de la part de l'Union européenne.



Can'Art et CULTURE



Shéhérazade revisitée Une création inédite de l'orchestre philharmonique du Maroc

Entre puissance orchestrale et souffle poétique, cette création hybride donne un nouveau visage à l'héroïne légendaire, entre tradition orale et modernité musicale.

Du 2 au 7 décembre 2025, à Rabat, Casablanca et Tanger, l'Orchestre Philharmonique du Maroc propose une relecture inédite de Shéhérazade de Rimski-Korsakov. Pour la première fois au Maroc, ce chef-d'œuvre du répertoire symphonique s'ouvre à l'univers de la langue arabe et de la narration orale, donnant naissance à une expérience musicale aussi poétique que singulière. Conçue comme une traversée sensorielle, cette création originale mêle récit en arabe (surtitré en français) et orchestration symphonique, offrant au public une immersion dans l'imaginaire oriental, sublimée par la



puissance du conte et la richesse de la musique classique. À travers cette fusion rare, l'Orchestre inscrit la tradition orale au cœur de l'univers philharmonique, dans un geste artistique audacieux et profondément moderne. Portée par la voix envoûtante de Sakina Lafdaïli, comédienne et récitante, cette version de Shéhérazade redonne à la figure féminine tout son pouvoir : celui de raconter, de transmettre, de résister. Les textes, spécialement écrits

pour l'occasion, tissent un fil narratif sensible, en parfaite harmonie avec les couleurs de l'orchestre. Entre modernité et héritage, cette Shéhérazade réinventée s'impose comme un hymne à la parole des femmes et un hommage vibrant à la richesse des cultures croisées. Au fil des mots, Shéhérazade se dévoile autrement : loin du mythe figé, elle devient femme de chair et d'âme, traversée par ses doutes, ses audaces,

ses élans de vie. Par la voix de Sakina Lafdaïli, ses hésitations, ses dilemmes, mais aussi son courage et sa ruse prennent forme, recréant l'urgence de ces nuits suspendues où l'imaginaire devient acte de survie. Dans ce dialogue subtil entre récit et orchestre, la figure légendaire s'humanise, gagne en intensité, en chaleur, en proximité. L'émotion se faufile entre les timbres instrumentaux et les inflexions de la voix, donnant naissance à une Shéhérazade incandescente et résolument contemporaine. À la baguette, Wolfgang Doerner, chef d'orchestre autrichien à la carrière internationale dense, dirige avec finesse et ampleur les 77 musiciens de l'Orchestre Philharmonique du Maroc. Sa direction, nourrie par une longue expérience auprès des plus grands ensembles européens, mêle rigueur et sensibilité, pour livrer une interprétation d'une rare beauté. Ce projet audacieux promet un moment musical exceptionnel, à la croisée du théâtre, de la musique classique et de la tradition orale, où la modernité s'écrit au cœur même des héritages. ▶

Le reggae en deuil

Jimmy Cliff tire sa dernière note

Le monde de la musique a perdu l'un de ses pionniers. Jimmy Cliff, de son vrai nom James Chambers, est décédé le 24 novembre 2025 à l'âge de 81 ans, des suites d'une crise convulsive suivie d'une pneumonie. Originaire de la paroisse de St. James en Jamaïque, il grandit dans un environnement empreint des rythmes ska et rocksteady. Très jeune, il comprend que la musique serait son échappatoire : à 14 ans déjà, il signe son premier succès, "Hurricane Hattie". Mais ce qui le distingue, c'est l'audace : il devient l'un des tout premiers artistes jamaïcains à porter le reggae sur la scène internationale. Il se fait connaître avec des titres engagés comme "Vietnam" et surtout en incarnant le film culte de 1972 The Harder They Come, une œuvre qui marque à jamais l'histoire de la Jamaïque et de la musique. L'œuvre du chanteur doué ne se limite pas à la Jamaïque. Il a collaboré avec des artistes majeurs,



traversé les genres, conquis l'Europe, l'Afrique, les Amériques. Il a été honoré : Grammy Awards, admission au Hall of Fame du rock en 2010, et la célèbre « Order of Merit » de la Jamaïque. Jimmy Cliff ne se contentait pas de faire danser. Il chantait le droit à la dignité, à la résistance, à la liberté. Il parlait de la Jamaïque, mais aussi de l'Afrique, de la diaspora, des opprimés. Même les légendes du rock ont salué sa puissance de message. Son absence laisse un vide dans le reggae, mais surtout dans la musique engagée. Il a inspiré des générations d'artistes, de Kingston à Londres, du Brésil au Maroc. « Le monde a perdu un géant culturel dont la musique transportait le cœur de notre nation vers le monde », a déclaré le Premier ministre jamaïcain. Que ses mélodies continuent de porter les voix des opprimés, des jardins de Kingston aux rues d'ici. Le reggae n'a pas perdu son roi mais sa voix... ▶



Bec et ONGLES



Amine Tahraoui, ministre de la Santé et de la Protection sociale

Bébé mort, système à l'agonie

Après le drame survenu dans le tramway de Rabat, où une femme a accouché dans des conditions tragiques avant de perdre son bébé, nous avons imaginé une entrevue satirique avec le ministre de la Santé et de la protection sociale. Un échange fictif, mais tristement inspiré de la réalité.



Propos recueillis par LAILA LAMRANI

Monsieur le ministre, une femme enceinte a été refusée au centre hospitalier de Salé. Elle a dû accoucher dans le tram lors. Le bébé n'a pas survécu. Votre réaction ?

Je dirais que c'est la preuve que la mobilité urbaine progresse plus vite que l'hôpital public. C'est aussi un hommage involontaire à la polyvalence du service public : après les naissances dans les taxis, voici le tram obstétrical. Un bel exemple d'intégration multisectorielle.

Mais un bébé est mort à cause de cette négligence coupable...

C'est une tragédie, certes. Mais il faut saluer la résilience de notre système : tout de même, le tram était à l'heure. Ce n'est pas rien.

Le personnel a évoqué la fin de service de la gynécologue comme justification. Est-ce acceptable ?

Bien sûr ! Nous respectons le droit au repos. Une maternité, ce n'est pas une salle de spectacle. Si la star a terminé sa représentation, il faut revenir au prochain créneau. C'est une question de discipline.

Que dites-vous à ceux qui accusent votre ministère d'impuissance chronique ?

C'est injuste. Nous avons lancé des plans, des stratégies, des consultations, et même un compte Instagram. Vous croyez que c'est facile de poster des infographies pendant les heures de bureau ?

Et la responsabilité morale ?

Nous avons pensé organiser une minute de silence, mais comme tout le monde parle en même temps en s'indignant, elle est passée inaperçue.

On dénonce sans cesse un système de santé à bout de souffle, des maternités sinistrées, des soignants en sous-effectif un dialogue social en panne...

Nous avons un cap : faire mieux avec moins. Moins de lits, moins de personnel, moins d'attentes... pardon, plus d'attente. Un simple bug de communication.

Et pour les citoyens ?

Qu'ils gardent foi. Chaque tragédie est une chance de relancer une réforme mort-né dont on parlera beaucoup... jusqu'à la prochaine... ▀

Prestations sociales La CNSS entame la campagne de contrôle de scolarité des enfants bénéficiaires

La Caisse Nationale de Sécurité Sociale informe l'ensemble de ses assurés du lancement de l'opération de contrôle de la scolarité des enfants bénéficiant des allocations familiales âgés de 12 à 21 ans, des enfants bénéficiant de la pension de survivants âgés de 16 à 21 ans, ainsi que ceux qui bénéficient de l'assurance maladie obligatoire âgés de 21 à 26 ans. Afin de vérifier la scolarité des enfants bénéficiaires des prestations susmentionnées, la CNSS utilise un dispositif dématérialisé basé sur l'échange électronique d'informations avec les administrations et institutions partenaires concernées. Cependant, pour certains cas où la scolarité n'a pas pu être vérifiée grâce à cet échange électronique, les parents et tuteurs sont invités à déposer les certificats de scolarité de leurs



Les parents et tuteurs sont invités à déposer les certificats de scolarité de leurs enfants dans un délai d'un mois.

enfants dans un délai d'un mois, à travers le service «TAAWIDATY», accessible via le lien suivant : Il est impératif de mentionner le

numéro d'immatriculation sur chaque certificat déposé afin d'assurer son traitement. Les bénéficiaires des prestations précitées sont éga-

lement invités à vérifier s'ils sont concernés par cette opération, en consultant leur espace privé sur le portail/l'application « MaCNSS». Il convient de rappeler que le non-respect du délai imparti pour le dépôt des certificats de scolarité entraînera la suspension du droit aux prestations précitées, conformément aux dispositions légales en vigueur. Pour accompagner les assurés dans l'utilisation du service « TAAWIDATY », un guide explicatif et une vidéo tutoriel sont disponibles sur le site officiel de la CNSS www.cnss.ma, ainsi que sur ses pages officielles sur les réseaux sociaux. Pour plus d'informations, veuillez contacter le centre de relation clients au numéro suivant: 39 39. Un guide pratique et une vidéo explicative sont disponibles sur le site officiel www.cnss.ma et les réseaux sociaux de la CNSS. ▀



Le MIGRATEUR



Beyrouth ciblé Les sionistes frappent au cœur du Hezbollah

LAILA LAMRANI

Le 23 novembre 2025, une frappe israélienne a ciblé le quartier de Haret Hreik, dans la banlieue sud de Beyrouth, tuant Haytham Ali Tabatabai, chef d'état-major du Hezbollah, ainsi que quatre autres militants.

Pour les sionistes criminels de Tel Aviv, cette opération constitue la première attaque sur la capitale libanaise depuis plusieurs mois, et vise à entraver la reconstitution militaire du groupe chiite. Le Liban et l'Iran ont dénoncé une violation flagrante du cessez-le-feu de novembre 2024. Tabatabai, né en 1968 à Beyrouth et d'ascendance iranienne du côté paternel, est une figure clé du Hezbollah depuis les années 1980. Il avait commandé la force d'élite « Radwan », œuvré en Syrie et au Yémen, puis assumé depuis la fin de la guerre de 2023 les fonctions de chef d'état-major du mouvement. Pour les assassins de tel Aviv, il représentait une « licence de tuer » : un recruteur, logisticien et organisateur de frappes anti-israéliennes. Selon le sanguinaire en chef Benjamin Netanyahu, cette frappe marque l'impossibilité pour le Hezbollah de se reconstituer librement. La zone ciblée est un bastion du Hezbollah. L'organisation a averti qu'elle « répondrait en temps voulu ». L'attaque survient malgré la trêve récente et dans un lieu densément peuplé, ce qui augmente les risques pour les civils Avec l'assassinat de Tabatabai, le Hezbollah perd un pilier militaire tout en ayant la possibilité d'un regain de popularité si une riposte est décidée. Pour l'agresseur israélien, il affirme avec ce énième crime avec sa doctrine « frappe sans avertissement », mais s'expose à de lourdes représailles. Pour le Liban, cette affaire pose un défi majeur à sa souveraineté, tandis que son armée et son État apparaissent de plus en plus impuissants. Pour la région enfin, les tensions israélo-libanaises, aujourd'hui concen-



trées à la frontière nord, pourraient s'étendre à Beyrouth et au-delà. Ces assassinats confirment la primauté de la loi du plus fort dans les relations internationales, surtout lorsque les rapports de force militaires et diplomatiques sont déséquilibrés. Le colonisateur israélien, qui bénéficie du soutien constant des États-Unis et d'une supériorité militaire aérienne remarquable, agit fréquemment de manière unilatérale, estimant que sa sécurité prime sur les règles internationales et celle de ses voisins. En face, des États comme le Liban, affaiblis politiquement, divisés en interne et peu soutenus sur la scène mondiale, ont peu de moyens de se défendre autrement que symboliquement ou via des acteurs non étatiques comme le Hezbollah. Le Conseil de sécurité de l'ONU, censé faire respecter le droit international, est souvent paralysé par le droit de veto des grandes puissances, ce qui rend la justice internationale à géométrie variable. Dans ce contexte, le plus fort frappe, le plus faible encaisse, et le droit est relégué au second plan. ▮

Gaza L'illusion du calme dans un champ de ruines et de détresse

LAILA LAMRANI

Devant le Conseil de sécurité, l'émis-saire onusien Ramiz Alakbarov a dressé un constat implacable : malgré la trêve entre Israël et le Hamas, Gaza reste au bord du gouffre. Crise humanitaire, infrastructures à genoux, avenir politique incertain... L'ONU tire la sonnette d'alarme et appelle à transformer l'accalmie fragile en véritable solution de paix durable.



Devant le Conseil de sécurité de l'ONU, le diplomate onusien Ramiz Alakbarov a dressé lundi 24 novembre un tableau sombre de la situation dans la bande de Gaza, une enclave épuisée par des années d'une guerre génocidaire livrée par les sionistes, où la trêve conclue début octobre peine à tenir face aux tensions persistantes. S'exprimant depuis Al Qods par visioconférence, le haut responsable a salué une lueur d'espoir, tout en rappelant que le moindre faux pas pourrait replonger la région dans le chaos. Le cessez-le-feu du 10 octobre a permis de mettre fin à deux années de bombardements sauvages de la population et des infrastructures. Pourtant, la violence couve : frappes israéliennes dans des zones peuplées, attaques isolées des groupes de résistance ... « Cette violence met en péril la fragile trêve », a alerté Alakbarov. Le diplomate a salué la résolution américaine du 17 octobre, validant le plan Trump et prévoyant une force internationale de stabilisation. Mais le calme apparent ne masque ni les ruines, ni la détresse. Sur le terrain, la crise humanitaire reste dramatique. Quelque 1,7 million de

personnes – soit 80 % de la population – vivent encore dans des abris de fortune. L'électricité manque dans les hôpitaux, les réseaux d'eau sont à l'agonie, et le bassin de Sheikh Radwan menace de devenir un foyer épidémique à ciel ouvert. Malgré une hausse du volume d'aide autorisée par le colonisateur sioniste, des dizaines de milliers de tonnes de marchandises restent bloquées. « Le temps presse », a martelé Alakbarov, appelant l'occupant à accélérer les procédures et à faciliter le travail humanitaire. Mais au-delà de l'urgence, c'est toute une génération qu'il faut empêcher de sombrer. La reconstruction, estimée à 53 milliards de dollars, ne peut démarrer sans perspective politique. « Il ne suffit pas de répondre aux besoins immédiats. Il faut restaurer dignité et espoir », a insisté le diplomate. Une solution durable passe par la fin de l'occupation et la relance d'un processus vers deux États. La Cisjordanie, elle, vit sous une tension croissante. Colonisation, violence des colons, incursions militaires : la situation y est tout aussi explosive. L'ONU signale en moyenne huit attaques quotidiennes contre les Palestiniens durant la saison des récoltes. Un climat délétère, aggravé par les discours politiques incendiaires qui alimentent la radicalisation. Ramiz Alakbarov a lancé une mise en garde claire : « Le coût de l'échec est unimaginable ». Il a réaffirmé l'engagement de l'ONU à soutenir toutes les initiatives menant à une solution à deux États, sur les bases de 1967, avec un partage de Jérusalem. Un cap ancien, souvent répété, rarement atteint mais représente l'unique alternative au supplice sans fin du peuple palestinien. ▮



Journal satirique marocain paraissant le vendredi

Rue Ibnou Katir résidence Al Mawlid II Imm. D RDC n°4 Maârif - Casablanca -

Tél : 0522 23 32 93

Fax : 0522 23 46 78

E-mail : contact@lecanardlibere.com

Site web : www.lecanardlibere.com

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION ET DE LA RÉDACTION

Abdellah Chankou

a.chankou@lecanardlibere.com

RÉDACTEUR EN CHEF

Abdellah Chankou

RÉDACTION

Jamil Manar

Amine Amerhoun,

Saliha Toumi, Ahmed Zoubair,

Laila Lamrani Amine et

Chaimaa El Omari Naib

CORRESPONDANT EN FRANCE

ET EN EUROPE

Samir Berhil

s.berhil@lecanardlibere.com

CARICATURES

Boudali, Zag

WEBMASTER

Larbi Larzaoui

INFOGRAPHIE

Yahia Kamal

LOGISTIQUE

Youssef Roumadi

SERVICE COMPTABILITÉ

Essaadia HAKANI

DOSSIER PRESSE

Aut. 51/06

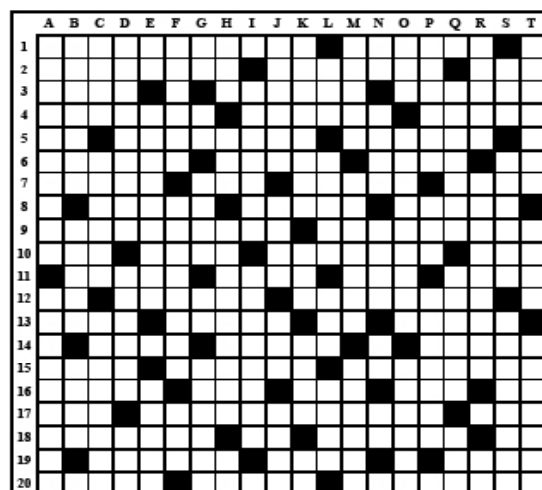
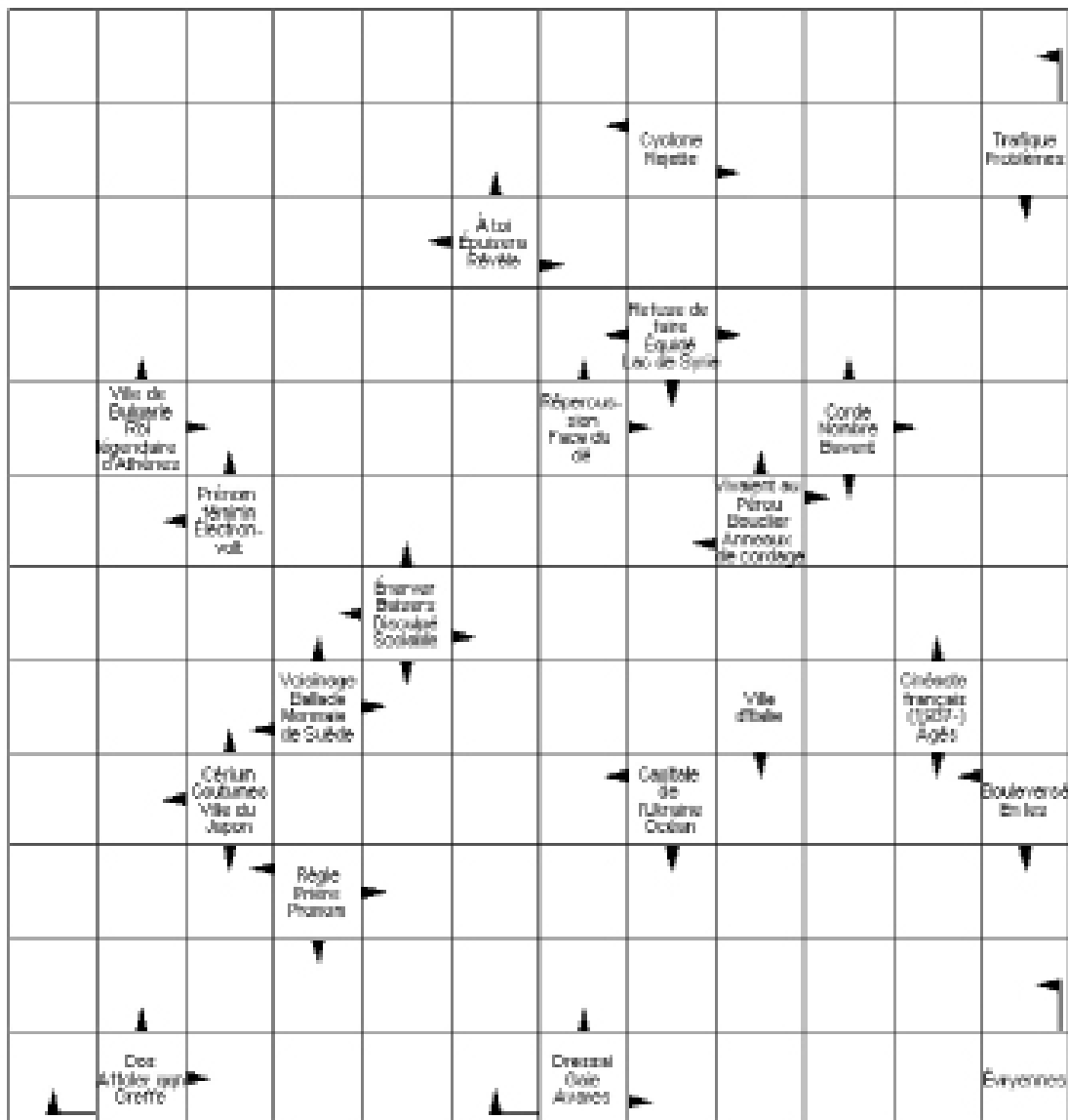
DÉPÔT LÉGAL

2007 / 0025

ISSN 2028-0416



Mots croisés



[1] Est à l'origine de "cadavres exquis". Il entre comme dans un moulin. [2] Tirsène de cartes ou "bien aimées" à la tête. Un fier à bras ou bien beaucoup d'élytre. Don du ciel. [3] Inspecteur gageot ou carton d'intérêts. Morceaux de jardins potagers. Avec, les boys et Tom-pouce ne sont pas sortis de l'embargo. [4] Riz à l'italienne. Elle s'en donne à courir joue nue sans se rabattre oui. Alphabets pour langues germaniques. [5] Chercheur d'or. Une fois s'est pas coutume. Sont bonnes pour la casse. [6] Fait la bombe et mord la personne. Un pic qui s'appela Nethou. Crever la paillasse. Une idole sans voyelles : [7] Sceptique mais pas fausse ! Pour ainsi dire. Survent les traces ou tentes de marquer un but. Euf de colombe. [8] Jour de la Lune. Utilisé par le chasseur. Collection de leur. [9] Je Tint la distance. Vieux l'hard ! [10] Collection de timbres. Deuxième calife des musulmans. Une ouvrière qui part souvent en lune de miel. Palindrome de temps. [11] A fausse compagnie. Report de vote. En tient une couche. Il est comme Grigoulle. A toujours une minute à sa. [12] A chaque ferme, il donne un coup de balai. Parfois, elle fait une gaffe. Temps du passé. [13] Orateur. Greg. Bure ou fabule. Monte à la tête du censeur. Il est sur la brasse. [14] Montre son essent. Ecrivain et poète français, ci comme tu. [15] Coule tout droit. [16] Coule tout droit. [17] Coule tout droit. [18] Coule tout droit. [19] Coule tout droit. [20] Coule tout droit. [21] Coule tout droit. [22] Coule tout droit. [23] Coule tout droit. [24] Coule tout droit. [25] Coule tout droit. [26] Coule tout droit. [27] Coule tout droit. [28] Coule tout droit. [29] Coule tout droit. [30] Coule tout droit. [31] Coule tout droit. [32] Coule tout droit. [33] Coule tout droit. [34] Coule tout droit. [35] Coule tout droit. [36] Coule tout droit. [37] Coule tout droit. [38] Coule tout droit. [39] Coule tout droit. [40] Coule tout droit. [41] Coule tout droit. [42] Coule tout droit. [43] Coule tout droit. [44] Coule tout droit. [45] Coule tout droit. [46] Coule tout droit. [47] Coule tout droit. [48] Coule tout droit. [49] Coule tout droit. [50] Coule tout droit. [51] Coule tout droit. [52] Coule tout droit. [53] Coule tout droit. [54] Coule tout droit. [55] Coule tout droit. [56] Coule tout droit. [57] Coule tout droit. [58] Coule tout droit. [59] Coule tout droit. [60] Coule tout droit. [61] Coule tout droit. [62] Coule tout droit. [63] Coule tout droit. [64] Coule tout droit. [65] Coule tout droit. [66] Coule tout droit. [67] Coule tout droit. [68] Coule tout droit. [69] Coule tout droit. [70] Coule tout droit. [71] Coule tout droit. [72] Coule tout droit. [73] Coule tout droit. [74] Coule tout droit. [75] Coule tout droit. [76] Coule tout droit. [77] Coule tout droit. [78] Coule tout droit. [79] Coule tout droit. [80] Coule tout droit. [81] Coule tout droit. [82] Coule tout droit. [83] Coule tout droit. [84] Coule tout droit. [85] Coule tout droit. [86] Coule tout droit. [87] Coule tout droit. [88] Coule tout droit. [89] Coule tout droit. [90] Coule tout droit. [91] Coule tout droit. [92] Coule tout droit. [93] Coule tout droit. [94] Coule tout droit. [95] Coule tout droit. [96] Coule tout droit. [97] Coule tout droit. [98] Coule tout droit. [99] Coule tout droit. [100] Coule tout droit.

[A] Sécènes splendides. Décassines de mar. [B] Artiste peut française doyenne de l'impressionisme. De beaux lieux. Gracal d'Amérique du Nord. [C] Motités de fustins. Lancier cheval des anciennes armées allemandes. Moulin à vent. Facteur qui ne distribue pas de courrier. Qui habite dans des arrosissements importants. Ecorce pulvérisée du chêne ou sumac. [E] Papillons ou oiseaux de nuit. Araignées venime d'Italie. Evénement notoire ou narine de châtaine. [F] Grnât de galère. Rendre son doigt saël. Garde vu. [G] Cou d'Elire. Jettent un coup d'oeil. Boisson soure flammande liée à la culture. [H] L'homme qui se fait le plus de mal à faire appeler Louis. Le mots des arbres. Infection contagieuse la peau. Et tout chose ! [I] Elle fait dans la dentelle. Elle souvient diligence. [J] Petite mouresse. Sa capitale est Salt L. City. Meneur de jeu. L'acn salé d'Asie Centrale. Distributeurs de billets. Style de jazz. Faire un joint. Quart finale. [L] Se trouve près d'une localité. Evoque des souvenirs d'enfance "piquants". Culture sur brûlis en Asie du Sud-Vest. [M] Service divin. Out recours en gracie montant et rocher. [N] Base d'alliance. Rivière française. Gracloche ou pièce de bois en Suisse. Nu devant la glace. Parole. Petit en. [O] Débardeur à fines bretelles porté par les femmes. Mettre en examen. Magistrat médiéval ou Torton de Bonaparte. [P] Mis à la paille. Campagne. Appellation d'origine. [Q] Mis à la paille. Campagne. Appellation d'origine. [R] Chapeau de paille ou en biais. [R] Mis et ribbles ! Sous cuir. Coups d'Est. [S] Fait tourner sa femme en bourric. Passage à vide. Shootoute pour une héroïne. [T] Palomte

Mots Mêlés



ABSOLUE
AGRUME
ALAMBIC
AMBRE
BENJOIN
BERGAMO
CARDAMO
CEDRE
CIVETTE
COLOGNE
CORNUÉ
DIFFUSE
DISTILLER
DOMINANT

ECORCE
ENCENS
FLORAL
FLUIDE
FOUGERE
FRAGRAN
FRAIS
GOMME
HERBE
HUILE
JASMIN
LAVANDE
MIMOSA
MUSQUE

NEROLI
ODEUR
OLFACTIF
ORIENTAL
PARFUM
PATCHOULI
PETALES
RESINE
ROMARIN
SANTAL
SENTEUR
VANILLE
VERVEINE
VETIVER

A méditer

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 7 | | | 1 | | | 2 | |
| 5 | | | | 2 | 7 | | | 1 |
| | | 2 | 5 | | 8 | | | 4 |
| | | | 9 | | | | | |
| 8 | 6 | | 1 | | | 9 | 5 | 3 |
| | | | 3 | | | 1 | | |
| 3 | | | | | | | | 9 |
| | 2 | | 7 | 5 | | | | |
| | | | 2 | 3 | | 4 | 8 | |



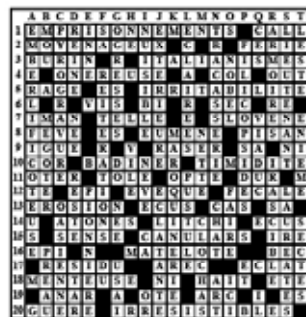
**Vauvenargues,
Réflexions et
maximes.**

Mots fléchés



Mots Mêlés

Mots croisés



SOLUTION DES MOTS MÊLÉS :
Le mot-mystère est : Fukushima



Et BATATI ET BATATA



Perd les pédales

Alberto Bettiol, le coureur italien d’EF Education-Easpost, a franchi la ligne d’arrivée de la deuxième étape du Tour de Suisse le lundi 13 juin en levant les bras, persuadé être arrivé premier. En réalité, un autre cycliste, rescapé d’une échappée lancée 170 kilomètres plus tôt, avait terminé la course avant lui, rapporte RMC Sport. Il s’agit du Norvégien Andreas Leknessund de la Team DSM. Le coureur est arrivé 38 secondes avant son concurrent. Dans le peloton, Alberto Bettiol pensait ainsi avoir devancé tous les autres cyclistes de la compétition dans son sprint final. « Je ne savais pas, tout simplement, qu’il y avait encore un coureur devant. Le rythme était vraiment très élevé avant l’arrivée, on pensait se battre pour la victoire, ça fait partie du jeu... », a-t-il finalement expliqué avec le sourire. Plusieurs de ses coéquipiers se sont par ailleurs également trompés et sont allés féliciter Bettiol. Matteo Trentin de UAE Emirates, un autre coureur italien, a quant à lui a gentiment raillé son compatriote en levant le bras de ce dernier devant la caméra une fois la situation tirée au clair.

Vous avez dit petit potager ?

Difficile, quand on habite un logement collectif, de cultiver son petit potager. Difficile, mais pas impossible ! Valéry peut en est la preuve. Elle dont le petit appartement est littéralement envahi de plants de fruits et de légumes : « Mon deux-pièces fait 36 m² et dispose d’un balcon de 4 m²... et j’ai des plantes partout, dans toutes les pièces ! », sourit-elle. Informaticienne, cette jeune Parisienne s’est mise au jardinage par plaisir : « J’étais comme tout le monde, j’aimais bien les plantes mais sans plus, se souvient-elle. J’ai commencé à cultiver des géraniums et des plantes aromatiques dans des balconnières, et puis j’ai rajouté des plantes potagères. Puis un jour, j’ai décidé de cultiver de quoi manger ». « Jardiner, ça permet de se recentrer et de se poser », confie Valéry. Et ça ne coûte pas grand-chose : « On peut démarrer un potager avec pas grand-chose, si on fait jouer son imagination, si on fait de la récup'. On peut simplement utiliser des pots de yaourt, par exemple, ou des pots de crème fraîche... On peut aussi récupérer des rouleaux de papier toilette etc.»

Erreur inhumaine

Aux Etats-Unis, plus précisément à Houston au Texas, un garçon de 4 ans a été victime d'une erreur médicale bête et grossière. Venu pour se faire opérer d'une hernie au niveau de l'aine, le chirurgien s'est trompé, et a effectué une vasectomie. Une « horreur » médicale qui l'a rendu stérile, rapporte le média américain Fox 4 News (13/6). Randy Sorrels, avocat à Houston, explique que le bambin de 4 ans, admis en salle d'opération pour une hernie inguinale (c'est à dire au niveau de l'aine), a subi une vasectomie involontaire. Selon l'avocat, le chirurgien aurait accidentellement sectionné l'un des canaux qu'emprunte le sperme reproducteur : « Cela pourrait avoir des conséquences pour le reste de la vie de ce jeune homme. » Évidemment, il ne s'agit pas d'une erreur courante. Le dossier du chirurgien a d'ailleurs pu être consulté, et il ne comporte aucun antécédent de faute professionnelle. « Avant qu'un médecin coupe une partie de l'anatomie, il est censé bien reconnaître la partie en question. Dans le cas présent, il n'a pas réussi à identifier avec précision ce qui devait être coupé. Malheureusement, il n'a pas sectionné au bon endroit. On ne l'a découvert que lorsque l'enfant a fait une radio. »



Rigolard



Un fils de banquier dit à son père:
- Papa, prête-moi 20 euros, mais ne m'en donnes que 10. Le père demande:
- Pourquoi, mon garçon ? - Comme ça tu me devras 10 euros, je te devrai 10 euros et nous serons quittes !

Les hommes intelligents, dit un professeur de philosophie, sont toujours dans le doute. Il n'y a que les idiots pour être affirmatifs. Un élève questionne : - Vous êtes sûr de ce que vous avancez là ? - Certain, dit le professeur...

*En classe de C.P, la maîtresse demande aux élèves de citer un chanteur contemporain. La petite Julie lève le doigt :
- Francis Lalanne, Madame.
- Hmmm oui, c'est bien Julie. Un autre?
- Chantal Goya, Madame
- Non, j'ai dit chanteur. Un autre ? - Demis Roussos, Madame dit la petite Nathalie,
- Bien, Nathalie. Encore un ? Momo alors lève le doigt:
- M'dame, Nathalie elle a dit Demis Roussos, mais c'est pas bon.
- Pourquoi Momo, Demis Roussos est bien chanteur pourtant ?
- Oui, M'dame, mais vous avez dit un chanteur contemporain, et Demis Roussos il est comptant pour deux !

Un type passe au tribunal pour chèque sans provision. Pour se dé-

fendre, il précise : - Mais je n'ai acheté que de l'apéritif sans alcool, un fromage sans matière grasse et du chocolat sans sucre, avec ce chèque sans provision ! Le juge répond : - Bon, alors ce sera un mois sans sursis !

En traversant un village enneigé, une Rolls-Royce dérape, heurte un mur et se trouve sérieusement endommagée. Le conducteur sort furieux :
- Zut! Un mois de salaire envolé ! En attendant les secours, il assiste à l'accident identique d'une Porsche dont le conducteur, en sortant du véhicule, s'exclame:
- Flûte ! Deux mois de salaire envolés! Soudain, les deux accidentés voient arriver une 2 CV qui, n'arrivant pas à freiner, heurte la Rolls et s'écrase sur la Porsche. Le conducteur en sort hébété et gémit :
- Deux ans de salaire envolés! Les deux autres se regardent et commentent :
- Il faut vraiment être fou pour acheter une voiture aussi chère !

A VENDRE

Local à vendre bien
situé

Superficie
250 m²

77 BD Ghandi
Casablanca-Anfa

Contact :

06 81 80 13 07

LOUONS DES BUREAUX DE TOUTES SUPERFICIES

Angle boulevard de la Résistance, Rond-point d'Europe et Boulevard Zerkouni
Contactez-nous au 0661177444





MAROC

Terre de *football*

